

« Gilets jaunes » : « La perspective d'une réunification d'un bloc populaire inquiète les politiques »

Pour le sociologue Nicolas Duvoux, le mouvement de protestation a fait renaître une conscience de classe parmi les couches populaires.

Propos recueillis par Sylvia Zappi Publié aujourd'hui à 11h37

Nicolas Duvoux est professeur de sociologie à l'université Paris-VIII. Il a codirigé, avec Cédric Lomba, l'ouvrage collectif *Où va la France populaire ?* (Presses universitaires de France, 120 p., 9,50 €), qui montre que la fragmentation du monde ouvrier est le principal facteur de son désarmement identitaire et politique.

On ne parle plus aujourd'hui de classe ouvrière, mais de classes populaires. Pourquoi ?

Parce que la réalité et la représentation sociales de ces groupes ont changé. Le monde ouvrier, depuis trente ans, a connu de très fortes évolutions avec l'accès à l'éducation, la tertiarisation des emplois et leur féminisation. L'image sociologique de ce monde-là au sortir de la seconde guerre mondiale était celle de l'ouvrier masculin qualifié de Billancourt. Il incarnait le groupe et lui donnait sa force.

C'était un univers soudé autour d'une forte centralité professionnelle et d'un mouvement social et politique capable d'agrèger l'ensemble, pourtant disparate, même pendant les « trente glorieuses ». Cette unité n'existe plus. Les classes populaires sont aujourd'hui constituées de groupes éclatés.

Comment se définit alors ce monde populaire ?

Par ce qui l'unifie encore, à savoir sa position subalterne dans le monde socio-économique et la contrainte économique qu'il subit – celle des travailleurs qui ont des emplois d'exécutants et qui reçoivent des ordres. Ces modes de vie sont aussi un marqueur commun. Les classes populaires ont ainsi un attachement aux sociabilités locales et un fort sentiment d'appartenance au groupe, un sens du collectif qu'on ne perd pas.

Mais dans cet ensemble, des différenciations importantes sont apparues. On n'a pas la même vision du monde selon qu'on a un emploi stable ou précaire, selon qu'on réside dans une commune reléguée ou incluse dans une métropole, selon qu'on habite dans un petit pavillon ou dans un grand ensemble en banlieue, si on est en couple avec deux salaires ou une mère célibataire, si l'on appartient à une minorité visible ou non, etc.

Ce qu'il y a derrière cette appellation de classes populaires n'est donc pas un bloc homogène, mais un continuum qui va des strates les plus précaires – les allocataires des minima sociaux – jusqu'aux frontières inférieures des classes moyennes – ouvriers et employés qualifiés.

Comment ces écarts se traduisent-ils au quotidien ?

Par de petites variations de revenu ou de position sociale qui finissent par faire de grandes différences. Ainsi, la gestion des budgets familiaux n'est pas la même. Quand on est parmi les catégories les plus modestes, on trouve des conduites d'adaptation à la pauvreté. Certains, quand ils reçoivent leur salaire, mettent tout de suite de côté l'argent du loyer, réflexe qui assure au ménage qu'au moment des arbitrages à faire, ils ne seront pas réalisés sur un poste qui entraîne des dettes. D'autres ménages ayant des revenus presque identiques ne peuvent anticiper et vont se mettre dans le rouge.

Cet éclatement a affaibli l'identité collective. Comment ?

L'exigence d'égalité, cette vision du monde social fondatrice dans la manière dont les catégories populaires se perçoivent elles-mêmes – l'opposition entre le « nous » qui souffrons, qui exécutons les ordres, qui subissons, versus « eux », les puissants, les dominants, les élites –, existe toujours.

Mais cet ethos égalitaire a changé ces dernières années sous l'influence de ce que le sociologue Olivier Schwartz appelle la « conscience sociale triangulaire ». Les classes populaires s'identifient toujours comme un « nous », mais il y a désormais deux « eux » : ceux d'en haut, les riches, et ceux d'en bas, les assistés, ceux qu'on appelle les « cas soc » [*cas sociaux*]. Cette tension, qui est une nouveauté majeure, divise le groupe en opposant les catégories stabilisées, qui ont un emploi, et les plus paupérisés, qu'on stigmatise.

Le mouvement des « gilets jaunes » a-t-il réduit cette fracture ?

Le premier effet de cette mobilisation a été de faire réapparaître les classes populaires dans l'espace social. Le sentiment d'invisibilité, l'injustice, l'impression que les règles ne sont pas les mêmes pour tout le monde, ont formé un cocktail qui a été le moteur de cette explosion. On a vu que la revendication de dignité – « Pourquoi, en suivant les règles du jeu, on ne s'en sort pas ? » – a été très fortement portée sur les ronds-points et cette exigence constitue un facteur d'unité nouvelle.

Ce mouvement a aussi fait réémerger la frontière principale entre le « eux » des élites et le « nous » du peuple. La stigmatisation des assistés ou des immigrés s'est peu fait entendre sur les barrages, comme si la conscience de classe se réunifiait. La question est désormais de voir si les tensions internes entre les segments les plus stables et les assistés, apparues ces dernières années, vont reprendre le dessus ou si un bloc populaire unifié face aux élites va se reconstituer. La perspective de cette réunification peut inquiéter, et l'on comprend que les politiques cherchent à recréer des clivages au sein du monde populaire, comme l'a fait le président de la République en stigmatisant « ceux qui déconnet » en ouverture du grand débat national.